

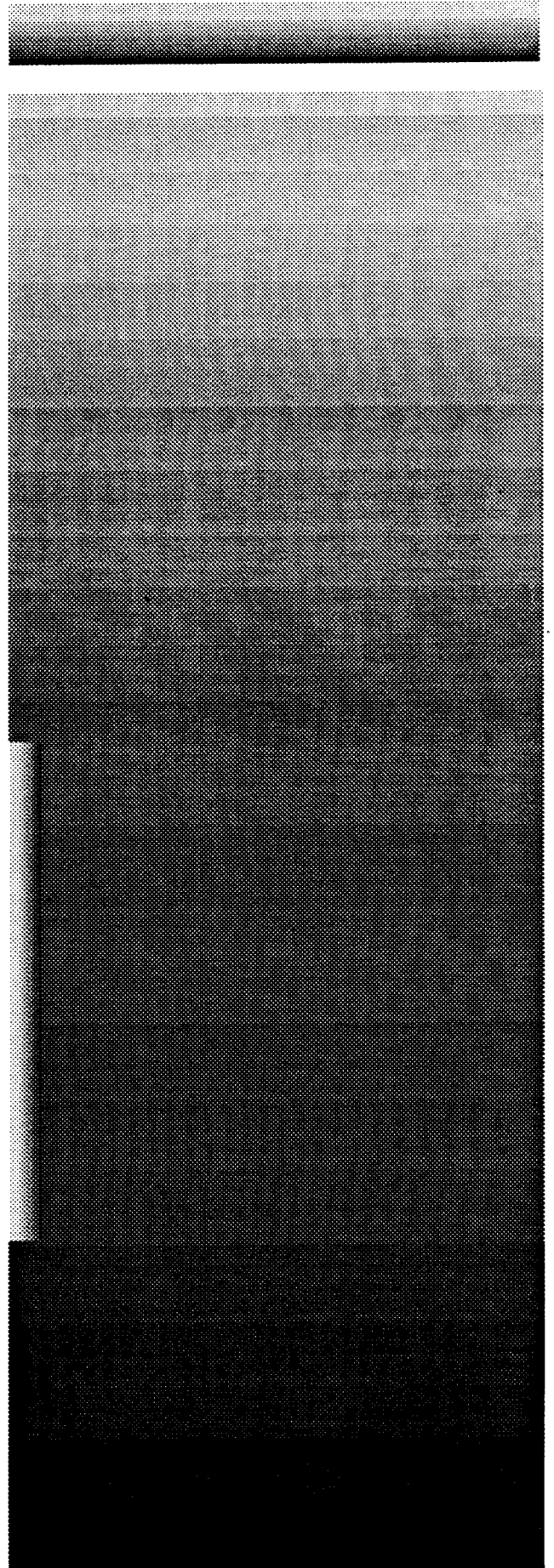


Gouvernement du Québec
Ministère de la
Sécurité publique

S42A1
C33
1996/97
1
QL
P. gouv.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1996-1997

**CAHIER
EXPLICATIF
DES CRÉDITS**

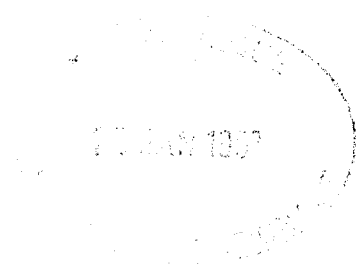




Gouvernement du Québec
Ministère de la
Sécurité publique

ÉTUDE DES CRÉDITS 1996-1997

**CAHIER
EXPLICATIF
DES CRÉDITS**



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS

ÉTUDE DES CRÉDITS 1996-1997

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Sommaire des crédits et de l'effectif	1
Programme 01-01 Direction et services supports à la gestion	2
Programme 01-02 Contrôle des alcools, des courses et des jeux	7
Programme 01-03 Services policiers en milieu autochtone	11
Programme 02 Sûreté du Québec	14
Programme 03-01 Services correctionnels	24
Programme 03-02 Commission québécoise des libérations conditionnelles	29
Programme 04-01 Expertises judiciaires	33
Programme 04-02 Affaires policières, sécurité-protection, sécurité civile	37
Programme 04-03 Formation des policiers (IPQ)	41
Programme 04-04 Commissaire à la déontologie policière	45
Programme 04-05 Comité de déontologie policière	49
Programme 04-06 Recherche des causes et des circonstances des décès	53

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
SOMMAIRE DES CRÉDITS ET DE L'EFFECTIF

PROGRAMMES / ÉLÉMENTS		Crédits initiaux 1996–1997	Crédits comparatifs 1995–1996	Effectif total (ETC) 1996–1997	Effectif total (ETC) 1995–1996
01	Gestion interne du Ministère et encadrement des activités reliées à l'alcool, aux courses et aux jeux				
01–01	Direction et support à la gestion	19 215,1	19 080,9	220	217
01–02	Contrôle des alcools, des courses et des jeux	10 593,3	10 214,2	164	179
01–03	Services policiers en milieu autochtone	14 006,8	10 017,0	0	0
Total programme 01		43 815,2	39 312,1	384	396
02	Sûreté du Québec				
02–01	Protection de la société, des citoyens et de leurs biens	244 424,2	261 102,7	4 182	4 221
02–02	Gestion interne et soutien	124 369,9	127 276,5	1 324	1 285
Total programme 02		368 794,1	388 379,2	5 506	5 506
03	Garde des détenus et réinsertion sociale des délinquants				
03–01	Services correctionnels	217 568,3	229 189,0	2 953	3 120
03–02	Commission québécoise des libérations conditionnelles	2 944,0	2 972,7	38	38
Total programme 03		220 512,3	232 161,7	2 991	3 158
04	Sécurité et prévention				
04–01	Expertises judiciaires	7 698,5	6 245,5	110	114
04–02	Affaires policières, sécurité – protection, sécurité civile [1]	33 356,7	36 446,3	503	529
04–03	Formation des policiers (I.P.Q.)	7 520,7	7 968,2	0	0
04–04	Commissaire à la déontologie policière	2 299,0	2 419,7	34	34
04–05	Comité de déontologie policière	2 219,0	2 230,0	27	27
04–06	Bureau du coroner	5 418,1	5 680,8	56	59
Total programme 04		58 512,0	60 990,5	730	763
GRAND TOTAL		691 633,6	720 843,5	9 611	9 823
ÉCART TOTAL		(29 209,9)		(212)[2]	
EN %		–4,1%		–2,2%	

[1] Comprend, en 1996–1997, 1 739,4 k \$ en crédits permanents pour la sécurité à l'Assemblée nationale et 4 392,0 k \$ pour l'aide aux sinistrés.

[2] Cette variation correspond à une diminution de l'effectif autorisé et n'implique pas dans tous les cas de mise à pied de personnel.

Identification	Titre
Programme	Gestion interne du Ministère et encadrement des activités reliées à l'alcool, aux courses et aux jeux
Élément	Direction et services supports à la gestion
Responsables	M. Florent Gagné, sous-ministre M. Jean-Louis Lapointe, sous-ministre associé

MANDAT

Outre le Cabinet du ministre, dont le mandat vise notamment à déterminer les orientations ministérielles, ce programme regroupe le Bureau du sous-ministre, la Direction générale des services à la gestion ainsi que les unités sous la responsabilité du sous-ministre, à savoir la Direction des communications et la Direction des affaires juridiques.

LE BUREAU DU SOUS-MINISTRE

Le Bureau du sous-ministre est chargé de coordonner l'ensemble des activités du Ministère et de conseiller le Ministre dans l'exercice des fonctions qui lui sont confiées par la Loi sur le ministère de la Sécurité publique (L.R.Q., c. M-19.3) et toutes les autres lois ayant des incidences sur la gestion du ministère.

LA DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES À LA GESTION

La Direction générale des services à la gestion coordonne certains dossiers à portée ministérielle en plus d'assister et de conseiller les autorités ministérielles ainsi que l'ensemble des gestionnaires en matière d'organisation administrative et de gestion des ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles. Elle fournit en outre des services en matière d'analyse et d'évaluation de programme et met à la disposition de l'organisation un ensemble de services administratifs spécialisés en vue de faciliter la réalisation de la mission du Ministère. Cette direction générale est composée des quatre unités administratives suivantes :

La Direction de l'organisation et des ressources humaines

Cette direction assiste et conseille les autorités du Ministère et les gestionnaires en matière d'organisation administrative, de développement organisationnel, de gestion des ressources humaines et de conditions de travail des employés.

La Direction de l'informatique et des systèmes

Cette direction conseille le Ministère et les utilisateurs en vue d'une gestion optimale des technologies de l'information. Elle est responsable du développement et de l'exploitation des systèmes informatiques, de l'élaboration des procédés et méthodes et elle gère l'infrastructure technologique du ministère.

La Direction des ressources matérielles et financières

Cette direction conseille et coordonne les opérations des directions générales et des organismes qui relèvent du Ministre en matière de comptabilité, de gestion financière, de gestion des ressources matérielles et coordonne les opérations relatives à ces activités. Elle s'assure de l'application au sein du Ministère du cadre réglementaire en ces domaines et conseille les autorités du Ministère en matière de stratégie budgétaire, en plus d'assurer les liens nécessaires avec les organismes centraux.

Le Service de la coordination et de l'évaluation

Ce service fournit aux autorités du Ministère et à l'ensemble des gestionnaires l'expertise nécessaire à l'évaluation de la gestion et des programmes, participe et coordonne la réalisation d'études ou d'autres projets du Ministère. Il assure aussi le développement de données statistiques et d'indicateurs de gestion et coordonne la préparation d'un tableau de bord ministériel.

Identification	Titre
Programme	Gestion interne du Ministère et encadrement des activités reliées à l'alcool, aux courses et aux jeux
Élément	Direction et services supports à la gestion
Responsables	M. Florent Gagné, sous-ministre M. Jean-Louis Lapointe, sous-ministre associé

MANDAT

LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS

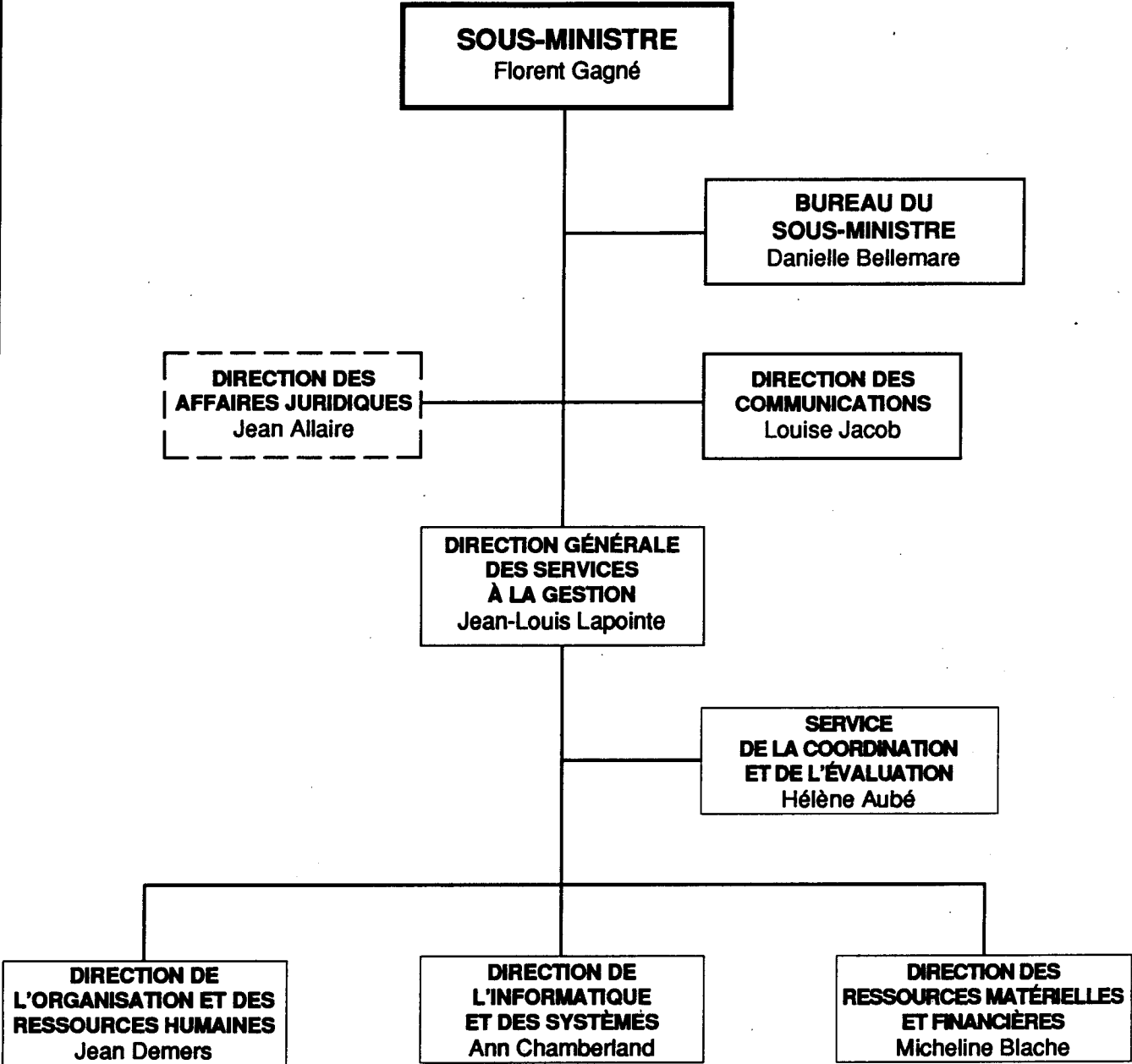
Dans le cadre de son mandat, cette direction informe entre autres la population et certaines clientèles cibles sur les lois, les règlements et les réalisations du Ministère et offre des services conseils en matière de communications aux directions générales du ministère.

LA DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES

Sous la responsabilité du ministère de la Justice, cette direction fournit les services juridiques sur toute matière relevant du ministère de la Sécurité publique, ce qui implique notamment de donner des opinions, de participer à la législation et d'assurer le suivi des affaires contentieuses.

ORGANISATION

. Organigramme



. Sommaire des effectifs

	1996-1997	1995-1996	Variation	
			#	%
Administrateurs d'État	2	2	-	-
Cadres supérieurs	13	15	(2)	(13,3)
Cadres intermédiaires	3	4	(1)	(25,0)
Professionnels	94	91	3	3,3
Techniciens	52	50	2	4,0
Personnel de bureau	51	50	1	2,0
Agents de la paix	1	1	-	-
Ouvriers	3	3	-	-
Effectif régulier autorisé	219	216	3	1,4
Effectif total autorisé	220	217	3	1,4

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME	Gestion interne du Ministère et encadrement des activités reliées à l'alcool, aux courses et aux jeux				
ÉLÉMENT	Direction et services supports à la gestion				
RESPONSABLES	M. Florent Gagné, sous-ministre M. Jean-Louis Lapointe, sous-ministre associé				
Supercatégorie et catégorie		Crédits 1996-1997	Crédits comparatifs 1995-1996	Augmentation (diminution) k\$ %	
1 - Rémunération		10 244,5	10 323,4	(78,9)	(0,8)
2 - Fonctionnement		7 481,9	7 461,6	20,3	0,3
3 - Capital		1 246,3	1 114,5	131,8	11,8
4 - Transfert		201,4	171,4	30,0	17,5
- Rémunération					
- Fonctionnement					
- Support					
- Capital					
- Intérêt					
5 - Provision pour créances douteuses		31,0	-	31,0	-
6 - Prêts, placements et avances		10,0	10,0	-	-
TOTAL:		19 215,1	19 080,9	134,2	0,7
Effectif régulier autorisé		219	216	3	1,4
Effectif total autorisé		220	217	3	1,4

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES

. Explication des écarts par super-catégories

Rémunération : (78,9 k\$)

· Diminution de l'effectif et réorganisation du travail	(389,7)	
· Baisse prévue des contributions d'employeurs pour la CSST	(100,0)	
· Réinvestissement - Provision pour projets spéciaux et difficultés de réalisation des mesures prévues en cours d'exercice	80,0	
· Indexation salariale	151,7	
· Nouvelle imputation des dépenses relatives aux projets de développement informatique	(121,2)	
· Régularisation des prêts de service et regroupement des centres de documentation	243,8	
· Réaménagement entre catégories de dépenses et autres facteurs	<u>56,5</u>	
		(78,9)

Fonctionnement : 20,3 k\$

· Diminution d'espace - loyers SIQ	(571,1)	
· Modification de la tarification de la SIQ	285,6	
· Diminution générale des dépenses de fonctionnement	(336,7)	
· Économies relatives aux services informatiques	(230,0)	
· Réinvestissement - Provision pour projets spéciaux et difficultés de réalisation des mesures prévues en cours d'exercice	920,0	
· Réaménagement entre catégories de dépenses et autres facteurs	<u>(47,5)</u>	
		20,3

Capital : 131,8 k\$

· Nouvelle imputation des dépenses relatives aux projets de développement informatique	82,9	
· Réaménagement entre catégories de dépenses	<u>48,9</u>	
		131,8

Transfert : 30,0 k \$

· Réaménagement entre catégories de dépenses		30,0
----------------------------------------------	--	------

Provision pour créances douteuses : 31,0 k\$

· Réaménagement entre catégories de dépenses en vue de créer une provision		<u>31,0</u>
----------------------------------------------------------------------------	--	-------------

Total des variations budgétaires	134,2
-----------------------------------------	--------------

(en milliers de dollars)

Identification	Titre
Programme	Gestion interne du Ministère et encadrement des activités reliées à l'alcool, aux courses et aux jeux
Élément	Contrôle des alcools, des courses et des jeux
Responsable	Me Ghislain K. Laflamme, président

MANDAT

La Régie des alcools, des courses et des jeux est instituée en vertu de la Loi sur la Régie des alcools, des courses et des jeux (L.R.Q., c. R-61). Elle est chargée de l'administration de la Loi sur les courses, de la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement, de la Loi sur les permis d'alcool et de la section III de la Loi sur la Société des alcools du Québec. Cette dernière disposition concerne la production industrielle ou artisanale des boissons alcooliques.

La Régie surveille également l'application des règlements relatifs aux systèmes de loterie des casinos d'État et aux appareils de loterie vidéo, lesquels sont édictés en vertu de la Loi sur la Société des loteries du Québec. Enfin, elle fournit au ministre de la Sécurité publique des avis sur toute question concernant les effets sociaux des activités qu'elle gère et les mesures de sécurité qu'elle préconise.

Les fonctions qu'elle exerce, dans le cadre de son mandat, sont les suivantes :

- délivrer les permis de détaillants et de fabricants de boissons alcooliques, les licences de bingo, de tirage, de roue de fortune, de casino et de casino-bénéfice, les certificats d'immatriculation des appareils d'amusement et les enregistrements de concours publicitaires;
- établir les conditions rattachées à ces permis et licences et en contrôler l'exploitation. À titre d'organisme quasi-judiciaire, suspendre ou révoquer les permis en cas d'infraction;
- régir et surveiller la tenue des concours publicitaires, l'exploitation des appareils d'amusement, les loteries vidéo et les casinos d'État, les systèmes de loterie, les courses ainsi que l'élevage et l'entraînement des chevaux de course;
- veiller à la protection et à la sécurité du public et contrôler la publicité et les programmes éducatifs lors des activités relatives aux courses et aux loteries, aux concours publicitaires et aux appareils d'amusement.

La Régie exerce actuellement un rôle essentiel, en collaboration avec les corps policiers, dans la réalisation des opérations de contrôle visant à préserver les revenus de l'État dans le secteur du jeu de même que de la vente d'alcool.

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME	Gestion interne du Ministère et encadrement des activités re- liées à l'alcool, aux courses et aux jeux			
ÉLÉMENT	Contrôle des alcools, des courses et des jeux			
RESPONSABLE	M. Ghislain K. Laflamme, président			
Supercatégorie et catégorie	Crédits 1996-1997	Crédits comparatifs 1995-1996	Augmentation (diminution)	
			k\$	%
1 - Rémunération	7 039,8	6 763,0	276,8	4,1
2 - Fonctionnement	3 488,7	3 080,9	407,8	13,2
3 - Capital	56,6	362,1	(305,5)	(84,4)
4 - Transfert				
- Rémunération				
- Fonctionnement				
- Support	0,5	0,5	-	-
- Capital				
- Intérêt				
5 - Provision pour créances douteuses				
6 - Prêts, placements et avances	7,7	7,7	-	-
TOTAL:	10 593,3	10 214,2	379,1	3,7
Effectif régulier autorisé	159	160	(1)	(0,6)
Effectif total autorisé	164	179	(15)	(8,4)

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES

. Explication des écarts par super-catégories

Rémunération : 276,8 k\$

· Réduction des dépenses de traitement résultant de la réorganisation du travail	(120,0)	
· Réinvestissement - Lutte à la contrebande d'alcool et à l'exploitation illégale du jeu	181,2	
· Indexation salariale	94,6	
· Nouvelle imputation des dépenses relatives aux projets de développement informatique	<u>121,0</u>	
		276,8

Fonctionnement : 407,8 k\$

· Diminution d'espaces - loyers SIQ	(188,0)	
· Modification de la tarification de la SIQ	(40,0)	
· Diminution générale des dépenses de fonctionnement	(82,7)	
· Réinvestissement - Lutte à la contrebande d'alcool et à l'exploitation illégale du jeu	534,0	
· Nouvelle imputation des dépenses relatives aux projets de développement informatique	<u>184,5</u>	
		407,8

Capital : (305,5 k\$)

· Nouvelle imputation des dépenses relatives aux projets de développement informatique	<u>(305,5)</u>	
----------------------------------------------------------------------------------------	----------------	--

Total des variations budgétaires	379,1
-----------------------------------------	--------------

(en milliers de dollars)

Identification	Titre
Programme	Gestion du Ministère et encadrement des activités reliées à l'alcool, aux courses et aux jeux
Élément	Services policiers en milieu autochtone
Responsable	M. Florent Gagné, sous-ministre

MANDAT

Le ministère de la Sécurité publique gère un programme d'implantation de services policiers en milieu autochtone. Ce programme vise à mettre en place des ententes tripartites (gouvernement du Québec, gouvernement fédéral, communautés) avec les différentes communautés autochtones du Québec concernant la prestation des services policiers dans leur communauté.

Le Ministère a élaboré ce programme dans un souci d'harmonisation pour la mise en place de services policiers dans les communautés autochtones du Québec en coordination avec les services policiers déjà existants sur le territoire québécois, dans le but d'assurer le maintien de l'ordre et de la paix chez les autochtones du Québec.

Une telle approche permet d'assumer la juridiction du Québec en cette matière auprès des autochtones et également d'en partager les coûts avec le gouvernement fédéral, dans une proportion de 52 % pour le fédéral et 48 % pour le Québec.

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME	Gestion interne du Ministère et encadrement des activités reliées à l'alcool, aux courses et aux jeux			
ÉLÉMENT	Services policiers en milieu autochtone			
RESPONSABLE	M. Florent Gagné, sous-ministre			
Supercatégorie et catégorie	Crédits 1996-1997	Crédits comparatifs 1995-1996	Augmentation (diminution) k\$ %	
1 - Rémunération				
2 - Fonctionnement	750,0	-	750,0	-
3 - Capital				
4 - Transfert				
- Rémunération				
- Fonctionnement				
- Support	13 245,4	9 777,6	3 467,8	35,5
- Capital	11,4	239,4	(228,0)	(95,2)
- Intérêt				
	13 256,8	10 017,0	3 239,8	32,3
5 - Provision pour créances douteuses				
6 - Prêts, placements et avances				
TOTAL:	14 006,8	10 017,0	3 989,8	39,8
Effectif régulier autorisé				
Effectif total autorisé				

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES

. Explication des écarts par super-catégories

Fonctionnement : 750,0 k\$

. Réaménagement entre catégories de dépenses 750,0

Transfert : 3 239,8 k\$

. Réinvestissement - Signature de nouvelles ententes et coûts additionnels de reconduction des ententes actuelles avec les communautés autochtones	2 694,7	
. Transfert de crédits en provenance de la Sûreté du Québec	1 325,3	
. Réaménagement entre catégories de dépenses et autres facteurs	(780,2)	
		<u>3 239,8</u>

Total des variations budgétaires 3 989,8

(en milliers de dollars)

Identification	Titre
Programme	02 - Sûreté du Québec
Élément	
Responsable	M. Serge Barbeau, directeur général

MANDAT

Le législateur québécois a défini en ces termes le mandat de la Sûreté du Québec :

«La Sûreté du Québec est, sous l'autorité du ministre de la Sécurité publique chargée de maintenir la paix, l'ordre et la sécurité publique dans tout le territoire du Québec, de prévenir le crime ainsi que les infractions aux lois du Québec, et d'en rechercher les auteurs...» (L.R.Q. chap. P-13, art. 39)

Ainsi, elle est chargée de l'application de nombreuses lois québécoises, notamment le Code de la sécurité routière, la Loi sur l'assurance automobile, les lois en matière de loteries, de courses et de jeux, la Loi sur les explosifs, la Loi sur les agences d'investigation ou de sécurité, la Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques, la Loi sur les permis d'alcool et la Loi sur la Société des alcools.

De même, dans le cadre de son mandat légal, la Sûreté du Québec applique diverses lois fédérales sur le territoire québécois, dont principalement le Code criminel, la Loi sur les aliments et drogues, la Loi sur les stupéfiants et la Loi sur les explosifs.

Spécifiquement en matière de renseignements, l'article 39.1 de la Loi de police stipule ce qui suit :

«La Sûreté maintient un service central de renseignements ayant pour but de faciliter la détection du crime et le dépistage des auteurs et met ce service à la disposition des autres corps de police.»

Par ses services spécialisés, elle est appelée à porter assistance aux corps de police municipaux et autochtones ainsi qu'à effectuer des opérations conjointement avec ces derniers.

La Sûreté du Québec assure de plus un rôle conseil en matière d'organisation de services policiers en milieu autochtone.

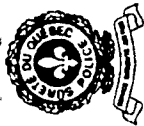
ORGANISATION

Organigramme

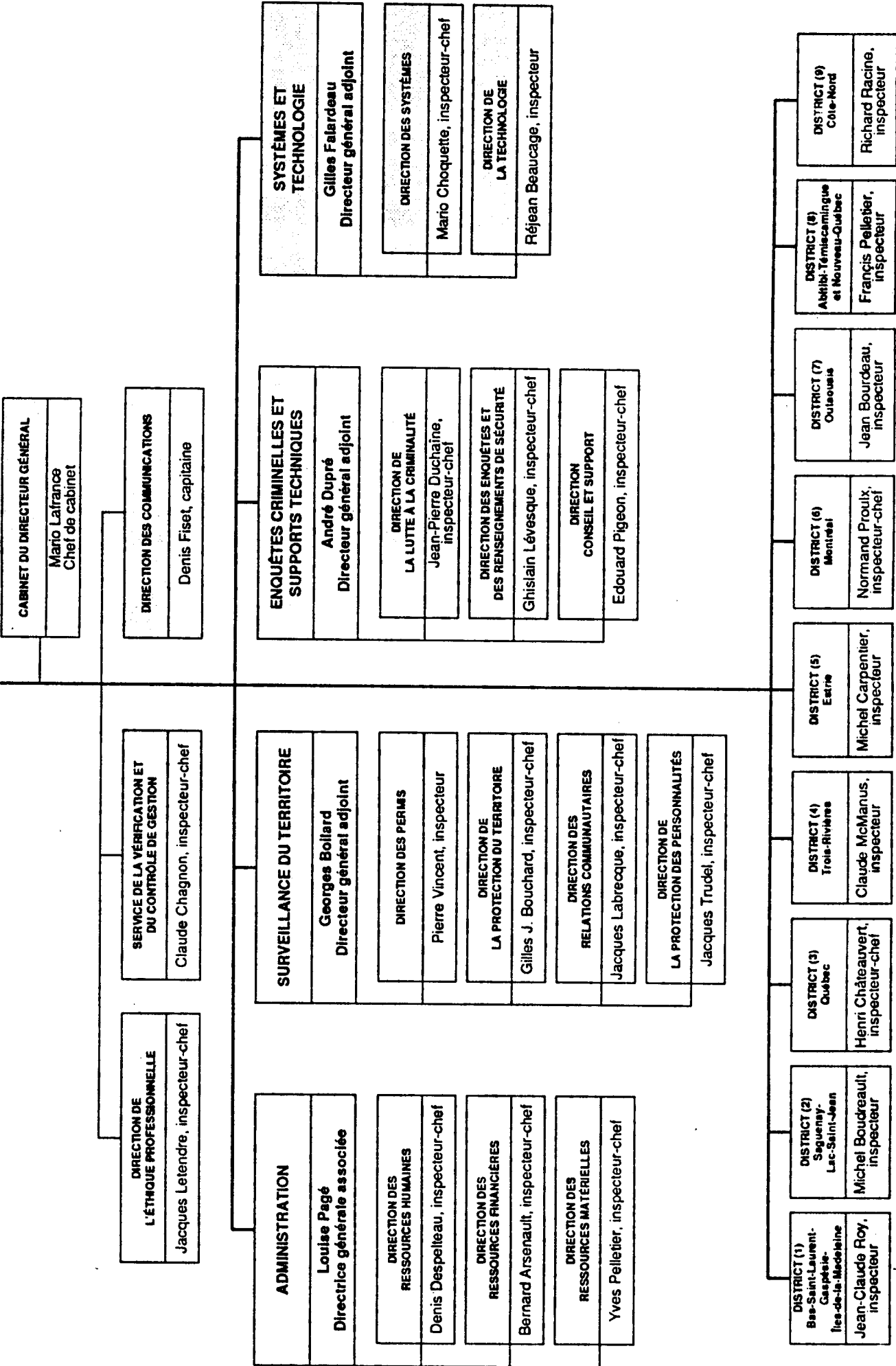
Voir annexe ci-joint

Sommaire des effectifs

	1996-1997	1995-1996	Variation	
			#	%
Administrateurs d'État	-	-	-	-
Cadres supérieurs	18	15	3	20,0
Cadres intermédiaires	12	12	0	0
Professionnels	125	110	15	13,6
Techniciens	164	148	16	10,8
Personnel de bureau	896	890	6	0,7
Agents de la paix	-	-	-	-
Ouvriers	28	29	(1)	(3,4)
Effectif régulier autorisé	1 243	1 204	39	3,2
Effectif total autorisé	1 324	1 285	39	3,0
EFFECTIFS POLICIERS				
Policiers autorisés	4 182	4 221	(39)	(0,9)



Sûreté du Québec
SERGE BARBEAU
Directeur général



SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME:	02 Sûreté du Québec			
ÉLÉMENT:	01 Protection de la société; des citoyens et de leurs biens 02 Gestion interne et soutien			
RESPONSABLE:	Serge Barbeau, Directeur général			
Supercatégorie et catégorie	Crédits 1996-1997	Crédits comparatifs 1995-1996	Augmentation (diminution)	
			k\$	%
1 - Rémunération	267 123,3	285 740,6	(18 617,3)	(6,5)
2 - Fonctionnement	90 278,7	88 808,8	1 469,9	1,7
3 - Capital	11 366,8	13 804,5	(2 437,7)	(17,7)
4 - Transfert	0,0	0,0	0,0	0,0
- Rémunération				
- Fonctionnement				
- Support				
- Capital				
- Intérêt				
5 - Provision pour créances douteuses	0,0	0,0	0,0	0,0
6 - Prêts, placements et avances	25,3	25,3	0,0	0,0
TOTAL:	368 794,1	388 379,2	(19 585,1)	(5,0)
Effectif régulier autorisé	5 425	5 425	-	-
Effectif total autorisé	5 506	5 506		

25 JAN 1997

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME:	02 Sûreté du Québec			
ÉLÉMENT:	01 Protection de la société; des citoyens et de leurs biens			
RESPONSABLE:	Serge Barbeau, Directeur général			
Supercatégorie et catégorie	Crédits 1996-1997	Crédits comparatifs 1995-1996	Augmentation (diminution)	
			k\$	%
1 - Rémunération	226 308,0	245 206,7	(18 898,7)	(7,7)
2 - Fonctionnement	17 886,9	15 666,0	2 220,9	14,2
3 - Capital	204,0	204,7	(0,7)	(0,3)
4 - Transfert	0,0	0,0	0,0	0,0
- Rémunération				
- Fonctionnement				
- Support				
- Capital				
- Intérêt				
5 - Provision pour créances douteuses	0,0	0,0	0,0	0,0
6 - Prêts, placements et avances	25,3	25,3	0,0	0,0
TOTAL:	244 424,2	261 102,7	(16 678,5)	(6,4)
Effectif régulier autorisé	4 182	4 221	(39)	(0,9)
Effectif total autorisé	4 182	4 221	(39)	(0,9)

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME:	02 Sûreté du Québec			
ÉLÉMENT:	02 Gestion interne et soutien			
RESPONSABLE:	Serge Barbeau, Directeur général			
Supercatégorie et catégorie	Crédits 1996-1997	Crédits comparatifs 1995-1996	Augmentation (diminution)	
			k\$	%
1 - Rémunération	40 815,3	40 533,9	281,4	0,7
2 - Fonctionnement	72 391,8	73 142,8	(751,0)	(1,0)
3 - Capital	11 162,8	13 599,8	(2 437,0)	(17,9)
4 - Transfert	0,0	0,0	0,0	0,0
- Rémunération				
- Fonctionnement				
- Support				
- Capital				
- Intérêt				
5 - Provision pour créances douteuses	0,0	0,0	0,0	0,0
6 - Prêts, placements et avances	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL:	124 369,9	127 276,5	(2 906,6)	(2,3)
Effectif régulier autorisé	1 243	1 204	39	3,2
Effectif total autorisé	1 324	1 285	39	3,0

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES**1) Explication de l'écart global de (19 585,1 K\$)**

Lutte à la criminalité à incidence fiscale	8 289,3
Lutte aux motards criminalisés	1 500,3
Indexation salariale	4 832,5
Redressement de la base : crédits additionnels	1 813,4
Réseau intégré de télécommunications policières (R.I.T.P.)	1 612,1
Mesures de compression visant à absorber les facteurs de croissance et le partage des frais communs :	
- Indexation salariale	(4 832,5)
- R.I.T.P.	(1 612,1)
- Frais communs	<u>(4 070,2)</u>
	(10 514,8)
Transfert enveloppe autochtone au MSP	(1 325,3)
Modification de la tarification de la S.I.Q.	(792,3)
Diminution des crédits (facturation aux municipalités via un fonds spécial)	<u>(25 000,0)</u>
Total des variations budgétaires	(19 585,1)

2) Explication des écarts par supercatégories (voir pages suivantes)

(en milliers de dollars)

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES

. Explication des écarts par supercatégories

Rémunération : (18 617,3 K\$)

• Tarification aux municipalités des services de la S.Q. via un fonds spécial	(20 695,0)	
• Mesures visant à absorber les facteurs de croissance et le partage des frais communs	(8 538,6)	
• Nouveaux mandats - criminalité à incidence fiscale	5 569,2	
• Indexation salariale	4 832,5	
• Transfert enveloppe autochtone au M.S.P.	(890,0)	
• Redressement de la base; crédits additionnels	1 159,4	
• Réaménagement budgétaire interne	<u>(54,8)</u>	(18 617,3)

Fonctionnement: 1 469,9 K\$

• Tarification aux municipalités des services de la S.Q. via un fonds spécial	(4 085,0)	
• Mesures visant à absorber les facteurs de croissance et le partage des frais communs	(750,0)	
• Nouveaux mandats - criminalité à incidence fiscale et lutte aux motards criminalisés	4 020,0	
• Crédits supplémentaires pour le nouveau réseau de télécommunications policières	1 612,1	
• Modification de la tarification de la S.I.Q.	(792,3)	
• Transfert enveloppe autochtone au M.S.P.	(435,3)	
• Redressement de la base; crédits additionnels	654,0	
• Réaménagement budgétaire interne	<u>1 246,4</u>	1 469,9

Capital: (2 437,7 K\$)

• Tarification aux municipalités des services de la S.Q. via un fonds spécial	(220,0)	
• Mesures visant à absorber les facteurs de croissance et le partage des frais communs	(1 226,2)	
• Nouveaux mandats - criminalité à incidence fiscale	200,1	
• Réaménagement budgétaire interne	<u>(1 191,6)</u>	(2 437,7)

Total des variations budgétaires**(19 585,1)**

(en milliers de dollars)

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES

. Explication des écarts par supercatégories

Rémunération : (18 898,7 K\$)

• Tarification aux municipalités des services de la S.Q. via un fonds spécial	(19 415,0)	
• Mesures visant à absorber les facteurs de croissance et le partage des frais communs	(8 538,6)	
• Nouveaux mandats - criminalité à incidence fiscale	4 652,5	
• Indexation salariale	4 133,0	
• Transfert enveloppe autochtone au M.S.P.	(890,0)	
• Redressement de la base; crédits additionnels	<u>1 159,4</u>	(18 898,7)

Fonctionnement: 2 220,9 K\$

• Tarification aux municipalités des services de la S.Q. via un fonds spécial	(565,0)	
• Mesures visant à absorber les facteurs de croissance et le partage des frais communs	(750,0)	
• Nouveaux mandats - criminalité à incidence fiscale et lutte aux motards criminalisés	3 016,8	
• Redressement de la base; crédits additionnels	<u>519,1</u>	2 220,9

Capital: (0,7 K\$)

• Réaménagement budgétaire interne	(0,7)
------------------------------------	-------

Total des variations budgétaires**(16 678,5)**

(en milliers de dollars)

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES

. Explication des écarts par supercatégories

Rémunération : 281,4 K\$

• Tarification aux municipalités des services de la S.Q. via un fonds spécial	(1 280,0)	
• Nouveaux mandats - criminalité à incidence fiscale	916,7	
• Indexation salariale	699,5	
• Réaménagement budgétaire interne	<u>(54,8)</u>	281,4

Fonctionnement: (751,0 K\$)

• Tarification aux municipalités des services de la S.Q. via un fonds spécial	(3 520,0)	
• Nouveaux mandats - criminalité à incidence fiscale	1 003,2	
• Crédits supplémentaires pour le nouveau réseau de télécommunications policières	1 612,1	
• Modification de la tarification de la S.I.Q.	(792,3)	
• Transfert enveloppe autochtone au M.S.P.	(435,3)	
• Redressement de la base; crédits additionnels	134,9	
• Réaménagement budgétaire interne	<u>1 246,4</u>	(751,0)

Capital: (2 437,0 K\$)

• Tarification aux municipalités des services de la S.Q. via un fonds spécial	(220,0)	
• Mesures visant à absorber les facteurs de croissance et le partage des frais communs	(1 226,2)	
• Nouveaux mandats - criminalité à incidence fiscale	200,1	
• Réaménagement budgétaire interne	<u>(1 190,9)</u>	(2 437,0)

Total des variations budgétaires (2 906,6)

(en milliers de dollars)

Identification	Titre
Programme	Garde des détenus et réinsertion sociale des délinquants
Élément	Services correctionnels
Responsable	M. Normand Carrier, sous-ministre associé

MANDAT

En tant que composante du système de justice pénale, la Direction générale des services correctionnels, en association avec les éléments concernés de la communauté, a pour mandat :

- d'éclairer les intervenants judiciaires sur tous les aspects devant permettre l'imposition des mesures non sentencielles et sentencielles appropriées;
- d'administrer les décisions du tribunal et les demandes des autres intervenants judiciaires en favorisant auprès des personnes qui leur sont confiées la prise en charge de leurs responsabilités et ce, dans le respect de leurs droits;
- de favoriser la réinsertion sociale des personnes contrevenantes.

Ce faisant, ces activités contribuent à une meilleure protection de la société dans une perspective de développement social.

La Direction générale a entamé au cours de la dernière année un virage important qui consiste essentiellement de passer à :

- une organisation de plus en plus décloisonnée à l'intérieur de sa structure, favorisant une unité de pensée et d'action dans l'accomplissement de son mandat;
- une organisation de plus en plus ouverte sur l'extérieur, qui gère efficacement ses interrelations avec l'ensemble des partenaires concernés par la réalisation de sa mission.

Le virage organisationnel permettra de relever plus efficacement les deux grands défis auxquels sont confrontés les Services correctionnels, soit :

- d'administrer les décisions du tribunal avec une capacité carcérale réduite et des services en milieu ouvert adaptés et mieux ciblés et ce, en misant sur la mobilisation de tous les partenaires qui ont une contribution à apporter dans la diminution du recours au système pénal et plus particulièrement du recours à l'incarcération;
- d'offrir des services adaptés à la clientèle;
 - davantage intégrés et continus;
 - en complémentarité avec ceux déjà offerts dans la communauté;
 - en tenant compte des limites inhérentes à leur mandat et des caractéristiques de la clientèle;
 - le tout en misant sur la mobilisation et l'engagement des ressources de la communauté en mesure de soutenir la personne contrevenante dans sa démarche de réinsertion sociale.

À cette fin, la structure administrative des Services correctionnels a été complètement modifiée afin de mieux répondre à la nouvelle orientation que s'est donnée la direction générale. Cette nouvelle structure a été établie en fonction des paramètres suivants :

- l'intégration des services correctionnels, tant au siège social que dans chacun des territoires;
- la décentralisation du pouvoir décisionnel le plus près possible des réalités territoriales et locales.

Identification	Titre
Programme	Garde des détenus et réinsertion sociale des délinquants
Élément	Services correctionnels
Responsable	M. Normand Carrier, sous-ministre associé

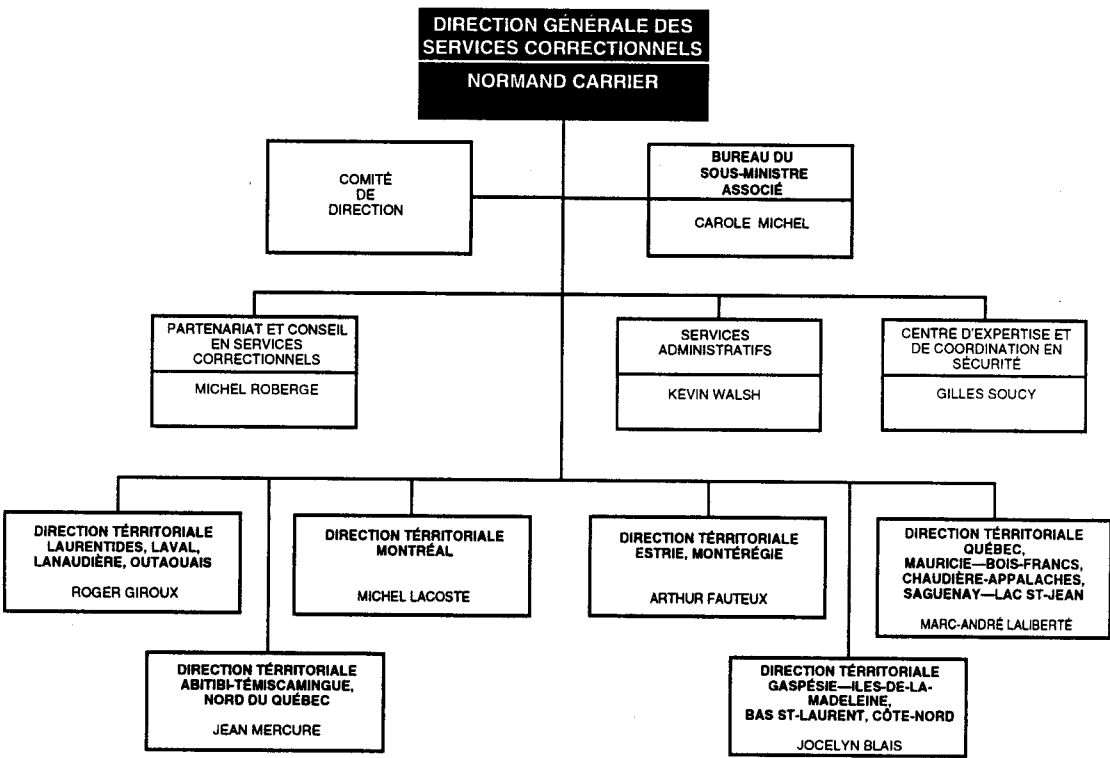
MANDAT

La nouvelle structure administrative des Services correctionnels comprend donc dorénavant :

- le siège social :
 - le sous-ministre associé - directeur général des services correctionnels,
 - la Direction du partenariat et du conseil,
 - la Direction des services administratifs,
 - le Centre d'expertise et de coordination en sécurité,
 - le Bureau du sous-ministre associé,
 - la Comité de direction des services correctionnels,
 - le Comité aviseur de la Direction générale;
- les six territoires (Montréal; Estrie et Montérégie; Laurentides, Laval, Lanaudière et Outaouais; Québec, Chaudière-Appalaches, Mauricie-Bois-Francs et Saguenay-Lac Saint-Jean; Côte-Nord, Bas-Saint-Laurent et Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine; Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec) :
 - les directions territoriales (6),
 - les établissements de détention (23),
 - les bureaux de probation (41 points de service),
 - les services de soutien aux relations avec la communauté (6),
 - les comités de gestion territoriale (6),
 - les comités aviseurs territoriaux (6).

ORGANISATION

. Organigramme



. Sommaire des effectifs

	1996-1997	1995-1996	Variation	
			#	%
Administrateur d'État	1	1	-	-
Cadres supérieurs	17	14	3	21,4
Cadres intermédiaires	305	332	(27)	(8,1)
Professionnels	360	360	-	-
Techniciens	61	61	-	-
Personnel de bureau	276	276	-	-
Agents de la paix	1 625	1 620	5	0,3
Ouvriers	157	157	-	-
Effectif régulier autorisé	2 802	2 821	(19)	(0,7)
Effectif total autorisé	2 953	3 120	(167)	(5,4)

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME	Garde des détenus et réinsertion sociale des délinquants			
ÉLÉMENT:	Services correctionnels			
RESPONSABLE:	M. Normand Carrier, sous-ministre associé			
Supercatégorie et catégorie	Crédits 1996-1997	Crédits comparatifs 1995-1996	Augmentation (diminution)	
			k\$	%
1 - Rémunération	127 539,4	133 948,8	(6 409,4)	(4,8)
2 - Fonctionnement	89 249,5	93 739,0	(4 489,5)	(4,8)
3 - Capital	769,4	1 491,2	(721,8)	(48,4)
4 - Transfert				
- Rémunération				
- Fonctionnement				
- Support				
- Capital				
- Intérêt				
5 - Provision pour créances douteuses				
6 - Prêts, placements et avances	10,0	10,0	-	-
TOTAL:	217 568,3	229 189,0	(11 620,7)	(5,1)
Effectif régulier autorisé	2 802	2 821	(19)	(0,7)
Effectif total autorisé	2 953	3 120	(167)	(5,4)

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES

. Explication des écarts par super-catégories

Rémunération : (6 409,4 k\$)

· Fermeture d'établissements de détention	(9 948,8)	
· Réduction des frais de comparution	(300,0)	
· Réduction des dépenses de traitement résultant de la réorganisation administrative de la Direction générale	(600,0)	
· Réinvestissement - Ouverture de nouveaux établissements de détention	3 669,0	
· Indexation salariale	2 067,2	
· Transfert de 4 effectifs au programme 01 du Ministère (régularisation des prêts de service et centre de documentation)	(181,4)	
· Retrait de l'ajustement accordé en 95-96 pour les frais de mise en service des nouveaux établissements de détention	(1 135,0)	
· Réaménagement entre catégories de dépenses	<u>19,6</u>	
		(6 409,4)

Fonctionnement : (4 489,5 k\$)

· Modification de la tarification de la SIQ	(2 742,7)	
· Fermeture d'établissements de détention	(2 588,1)	
· Réduction des frais généraux de fonctionnement	(1 175,8)	
· Diminution de l'achalandage du PTC (modification au Code de procédure pénale)	(500,0)	
· Réinvestissement - Milieu communautaire, encadrement en milieu ouvert, hébergement des autochtones et PTC (impact de la législation fédérale C-41)	3 809,0	
· Réinvestissement - Ouverture de nouveaux établissements de détention	558,7	
· Retrait de l'ajustement accordé en 95-96 pour les frais de mise en service des nouveaux établissements de détention	(1 845,8)	
· Réaménagement entre catégories de dépenses	<u>(4,8)</u>	
		(4 489,5)

Capital : (721,8 k\$)

· Retrait de l'ajustement accordé en 95-96 pour les frais de mise en service des nouveaux établissements de détention	(700,0)	
· Nouvelle imputation des dépenses relatives aux projets de développement informatique	<u>(21,8)</u>	
		<u>(721,8)</u>

Total des variations budgétaires (11 620,7)

(en milliers de dollars)

Identification	Titre
Programme	Garde des détenus et réinsertion sociale des délinquants
Élément	Commission québécoise des libérations conditionnelles
Responsable	Mme Renée Collette, présidente

MANDAT

Les deux grands axes de la mission et du mandat légal de la Commission québécoise des libérations conditionnelles sont la protection du public et la réinsertion sociale des personnes contrevenantes. Dans cette optique, la Commission a pour mandat fondamental d’octroyer ou de refuser une libération conditionnelle à toute personne détenue pour plus de six mois dans un établissement de détention de juridiction provinciale.

En vertu de la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus, la Commission québécoise des libérations conditionnelles doit procéder à l’examen du cas de la personne détenue au moment de son admissibilité à une libération conditionnelle totale, soit généralement au 1/3 de la sentence d’incarcération, à moins que cette personne n’y renonce par écrit. Celle-ci n’a donc pas à en faire la demande pour que l’on procède à l’étude de son dossier.

Il importe également de souligner qu’en vertu d’ententes fédérales-provinciales, la Commission a juridiction sur les détenus qui, bien que condamnés à une peine de plus de 2 ans, sont incarcérés dans un centre de détention du Québec.

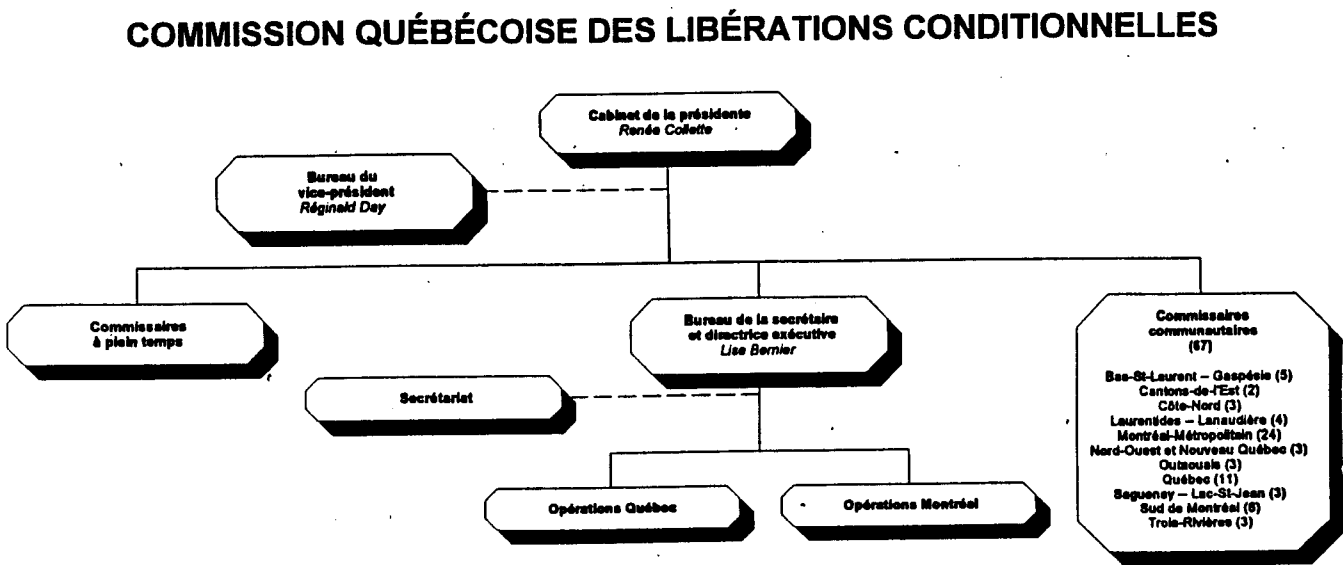
Elle agit aussi comme tribunal d’appel pour les cas de refus et de révocation en matière d’absence temporaire.

Au Québec, la personne détenue a le droit d’être présente à l’audience et d’être représentée ou assistée par toute personne de son choix, à l’exception d’une personne détenue dans un autre centre de détention. Les audiences sont tenues dans les vingt-trois (23) établissements de détention du Québec par deux commissaires, soit un membre à plein temps et un membre à temps partiel, aussi appelé commissaire communautaire. La Commission prend sa décision après avoir consulté l’administrateur de l’établissement de détention et en tenant compte de la personnalité et du comportement de la personne détenue, de sa capacité à remplir ses obligations, de ses projets, de ses relations familiales et sociales, de ses emplois antérieurs, de ses aptitudes au travail, de son casier judiciaire et de sa conduite pendant une période d’absence temporaire accordée en vertu de la Loi sur les services correctionnels (L.R.Q., c. S-4.01) ou pendant la période de détention ou une libération conditionnelle. La décision de la Commission est rendue à la majorité des voix. Elle est motivée et communiquée verbalement et par écrit à la personne détenue, généralement le même jour.

L’octroi d’une libération conditionnelle est toujours assorti de six conditions obligatoires. Le cas échéant, des conditions spécifiques peuvent également être imposées selon la situation particulière de chaque personne libérée sous condition. Un manquement aux conditions ou une récidive peut entraîner une suspension ou une révocation de la libération conditionnelle.

ORGANISATION

. Organigramme



. Sommaire des effectifs

	1996-1997	1995-1996	Variation	
			#	%
Présidente	1	1	-	-
Commissaires	10	10	-	-
Cadres supérieurs	1	1	-	-
Professionnels	8	9	(1)	(11,1)
Techniciens	3	3	-	-
Personnel de bureau	13	12	1	8,3
Agents de la paix				
Ouvriers				
Effectif régulier autorisé	36	36	-	-
Effectif total autorisé	38	38	-	-

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME	Garde des détenus et réinsertion sociale des délinquants			
ÉLÉMENT	Commission québécoise des libérations conditionnelles			
RESPONSABLE	Mme Renée Collette, présidente			
Supercatégorie et catégorie	Crédits 1996-1997	Crédits comparatifs 1995-1996	Augmentation (diminution)	
			k\$	%
1 - Rémunération	1 969,0	1 976,7	(7,7)	(0,4)
2 - Fonctionnement	963,6	984,6	(21,0)	(2,1)
3 - Capital	10,2	10,2	-	-
4 - Transfert				
- Rémunération				
- Fonctionnement				
- Support				
- Capital				
- Intérêt				
5 - Provision pour créances douteuses				
6 - Prêts, placements et avances	1,2	1,2	-	-
TOTAL:	2 944,0	2 972,7	(28,7)	(1,0)
Effectif régulier autorisé	36	36	-	-
Effectif total autorisé	38	38	-	-

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES

. Explication des écarts par super-catégories

Rémunération : (7,7 k\$)

. Réduction des dépenses de traitement résultant des mouvements de personnel	(7,6)	
. Indexation salariale	19,4	
. Réaménagement entre catégories de dépenses	<u>(19,5)</u>	
		(7,7)

Fonctionnement : (21,0 k\$)

. Diverses mesures de rationalisation administrative	(48,6)	
. Modification de la tarification de la SIQ	8,1	
. Réaménagement entre catégories de dépenses	<u>19,5</u>	
		(21,0)

Total des variations budgétaires (28,7)

(en milliers de dollars)

Identification	Titre
Programme	Sécurité et prévention
Élément	Expertises judiciaires
Responsable	M. Charles Côté, sous-ministre associé

MANDAT

La Direction des expertises judiciaires de la Direction générale de la sécurité et de la prévention a pour mandat d'effectuer, à des fins d'administration de la justice et de soutien aux enquêtes policières et judiciaires, des expertises impartiales dans différents domaines hautement spécialisés. Le système judiciaire en place au Québec étant basé sur la présomption d'innocence, cette direction doit fournir le support nécessaire à l'administration de la justice, notamment par l'entremise d'expertises judiciaires. C'est ainsi que le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale, nouvelle appellation résultant du projet de transformation de la Direction en une unité autonome de services, recueille des éléments de preuve et d'expertise judiciaire dans le domaine de la médecine légale, des sciences judiciaires, de la toxicologie et de l'alcool, de la chimie, de la physique, de la biologie et de l'expertise comptable.

En plus de soutenir et d'orienter les enquêtes policières, les résultats des expertises peuvent conduire à innocenter des suspects et à éviter que des accusations préjudiciables ne soient portées contre eux. À l'inverse, ils servent souvent à incriminer un suspect.

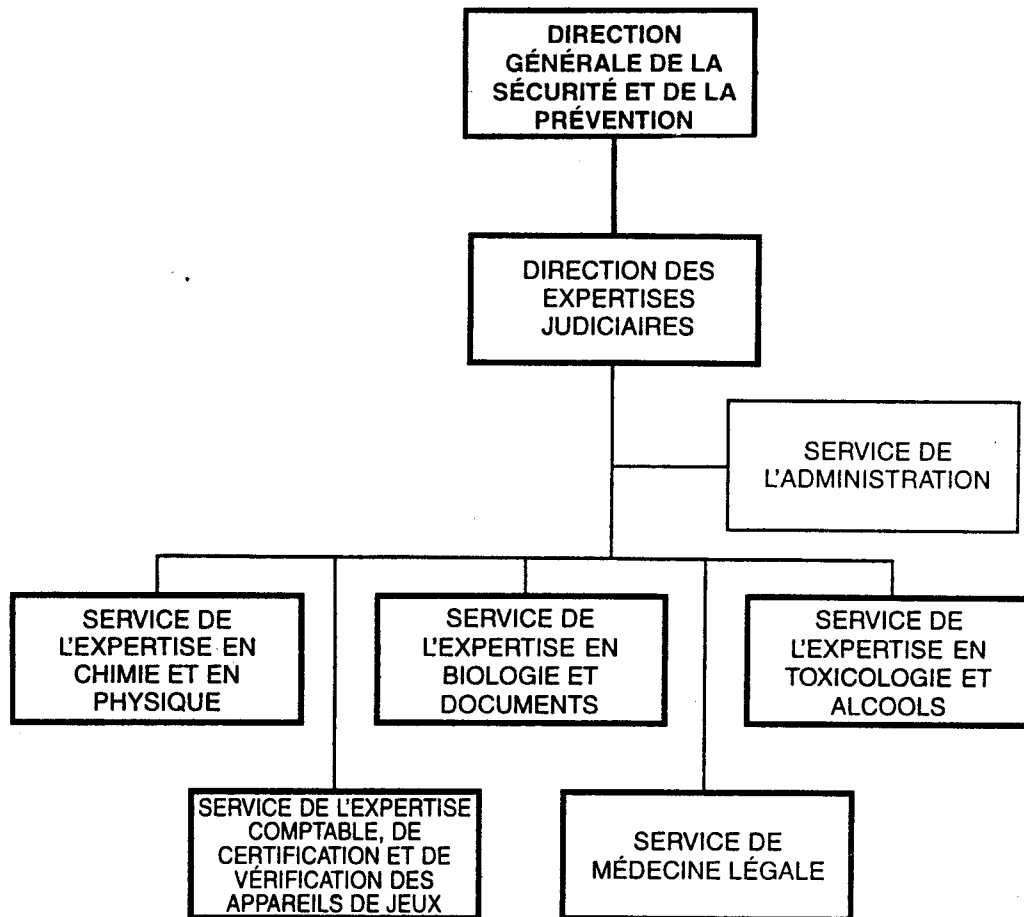
Le Laboratoire améliorera de façon significative au cours des prochains mois son expertise en matière de production de la preuve par le recours à une nouvelle technologie en matière d'analyse de l'ADN humain. Il se mettra ainsi au diapason des autres juridictions nord-américaines et pourra participer à l'échange d'information avec ces dernières.

Le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale participe également au processus garantissant l'intégrité des appareils de jeux pour les casinos d'État et le système public de loterie vidéo. Il est responsable de la certification des jeux et des prototypes d'appareils, de même que de la vérification des jeux et des appareils à l'issue de leur fabrication ou lorsque des modifications y sont apportées.

Sur le plan administratif, la transformation de la Direction des expertises judiciaires en une Unité autonome de services (U.A.S.), tout en mettant l'accent sur la mesure des résultats attendus, lui donnera plus de latitude dans sa gestion quotidienne.

ORGANISATION

. Organigramme



. Sommaire des effectifs

	1996-1997	1995-1996	Variation	
			#	%
Administrateurs d'État				
Cadres supérieurs	1	1	-	-
Cadres intermédiaires	3	4	(1)	(25,0)
Professionnels	56	53	3	5,7
Techniciens	32	33	(1)	(3,0)
Personnel de bureau	18	21	(3)	(14,3)
Agents de la paix				
Ouvriers				
Effectif régulier autorisé	110	112	(2)	(1,8)
Effectif total autorisé	110	114	(4)	(3,5)

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME		Sécurité et Prévention			
ÉLÉMENT		Expertises judiciaires			
RESPONSABLE		M. Charles Côté, sous-ministre associé			
Supercatégorie et catégorie		Crédits 1996-1997	Crédits comparatifs 1995-1996	Augmentation (diminution) k\$ %	
1 - Rémunération		5 364,1	5 057,5	306,6	6,1
2 - Fonctionnement		2 230,6	934,2	1 296,4	138,8
3 - Capital		103,8	253,8	(150,0)	(59,1)
4 - Transfert					
- Rémunération					
- Fonctionnement					
- Support					
- Capital					
- Intérêt					
5 - Provision pour créances douteuses					
6 - Prêts, placements et avances					
TOTAL:		7 698,5	6 245,5	1 453,0	23,3
Effectif régulier autorisé		110	112	(2)	(1,8)
Effectif total autorisé		110	114	(4)	(3,5)

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES

. Explication des écarts par super-catégories

Rémunération : 306,6 k\$

· Diminution de l'effectif et réorganisation du travail	(135,0)	
· Réinvestissement - Accroissement de la capacité d'analyse en matière d'ADN	357,0	
· Indexation salariale	<u>84,6</u>	
		306,6

Fonctionnement : 1 304,5 k\$

· Modification de la tarification de la SIQ ⁽¹⁾	(104,8)	
· Diminution générale des dépenses de fonctionnement	(150,0)	
· Réinvestissement - accroissement de la capacité d'analyse en matière d'ADN	445,4	
· Réaménagement entre programmes visant notamment l'imputation des dépenses de loyer	955,8	
· Réaménagement entre catégories de dépenses	<u>150,0</u>	
		1 296,4

Capital : (150,0 k\$)

· Réaménagement entre catégories de dépenses	<u>(150,0)</u>
----------------------------------------------	----------------

Total des variations budgétaires 1 453,0

⁽¹⁾ Une partie de cet ajustement pourrait ultérieurement devoir être imputée à l'élément de programme 04-02.

(en milliers de dollars)

Identification	Titre
Programme	Sécurité et prévention
Élément	Affaires policières, sécurité-protection, sécurité civile
Responsable	M. Charles Côté, sous-ministre associé

MANDAT

La Direction générale de la sécurité et de la prévention a pour mandat de conseiller le Ministre en matière d'organisation policière, de prévention de la criminalité et de sécurité publique et de protection de la population contre les sinistres d'origine naturelle ou technologique.

À cette fin, la Direction générale de la sécurité et de la prévention est chargée d'élaborer et de proposer des politiques applicables en ces domaines. Elle s'assure également de la mise en place de mesures préventives et d'activités de formation en sécurité civile et incendie. Elle veille à l'application des lois relatives au milieu policier et favorise la promotion de la coordination de l'action policière et du milieu de la prévention. Également, la direction générale délivre, renouvelle, suspend ou révoque les permis d'agences d'investigation ou de sécurité. Enfin, cette dernière est chargée d'assurer le transport et la protection des membres du Conseil exécutif et la sécurité de certains édifices gouvernementaux.

La direction générale comprend cinq unités administratives: la Direction des affaires policières et de la sécurité-incendie, la Direction de la sécurité civile et des régions, la Direction des services de sécurité et de protection, le Service général d'inspection des corps policiers et la Direction des expertises judiciaires, qui sera transformée en unité autonome de services et qui constitue à partir du présent exercice financier un élément de programme distinct.

La Direction des affaires policières et de la sécurité-incendie

La Direction des affaires policières et de la sécurité-incendie est responsable de l'application des dispositions de la Loi de police (L.R.Q., c. P-13) relatives à l'établissement, au maintien ou à l'abolition d'un corps de police ou à la diminution de son effectif. Elle conseille les autorités du Ministère relativement à la conclusion d'ententes intermunicipales et aux demandes d'enquête sur les services de police qui sont soumises à l'approbation du Ministre. Elle prépare également les dossiers relatifs aux permis d'agences d'investigation ou de sécurité ainsi que pour la nomination des constables spéciaux. De plus, elle favorise la coordination des activités policières, notamment à la suite des questions soulevées par les tribunaux ou le Bureau du coroner, ou encore à la suite de l'adoption de différentes lois par l'Assemblée nationale. Elle exerce aussi ses fonctions en favorisant le développement et la promotion de la prévention de la criminalité au Québec et elle coordonne l'action des différents partenaires impliqués en ce domaine. Finalement, elle fournit l'expertise en matière de prévention et de lutte aux incendies.

La Direction de la sécurité civile et des régions

La Direction de la sécurité civile et des régions doit s'assurer de la mise en place des mesures et des activités qui tendent à éviter que ne se produise un événement portant atteinte à la sécurité d'une personne et causant des dommages aux biens ou, le cas échéant, qui tendent à en réduire les effets et qui permettent un retour à la vie normale. À cette fin, elle administre la Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre (L.R.Q., c.P-38.1). Elle assure des services conseils en matière de sécurité civile, de sécurité incendie et d'affaires policières auprès d'intervenants régionaux. De plus, elle développe et gère des programmes d'aide financière aux sinistrés. Elle compte sept points de service où sont offerts aux 1 400 municipalités du Québec les conseils et l'information dont elles ont besoin dans leurs démarches pour planifier la sécurité civile sur leur territoire.

La Direction des services de sécurité et de protection

La Direction des services de sécurité et de protection a un double mandat. En premier lieu, elle assure la sécurité et le maintien de l'ordre dans les palais de justice et dans certains édifices gouvernementaux. Deuxièmement, elle assure la protection et le transport des membres du Conseil exécutif et de différentes personnalités désignées par le gouvernement.

Le Service général d'inspection des corps policiers

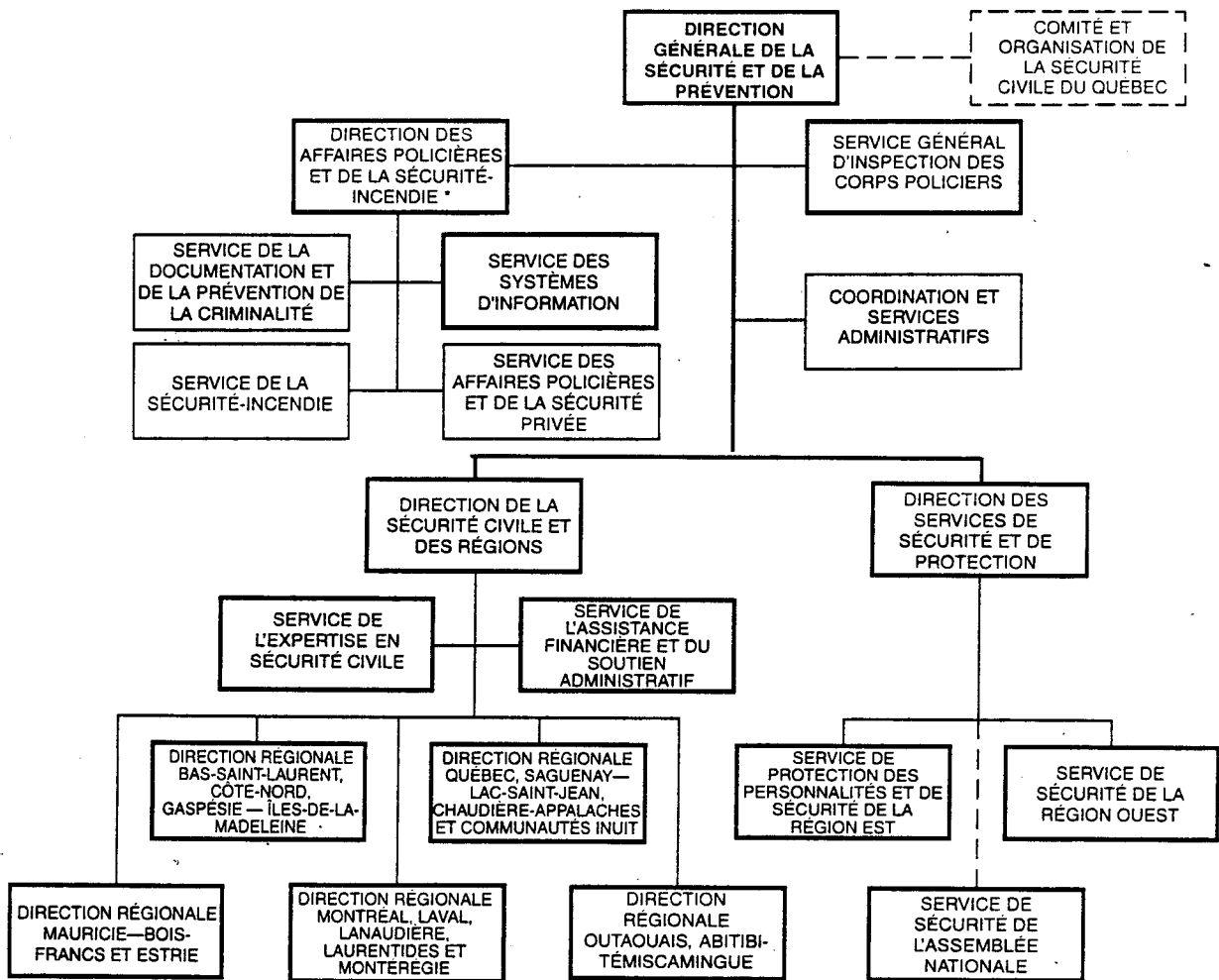
Le Service général d'inspection des corps policiers assume l'inspection de l'administration de la Sûreté du Québec et des autres corps de police du Québec ainsi que les activités de leurs membres et des constables spéciaux.

La Direction des expertises judiciaires

Le mandat de cette unité administrative est décrit au programme 04, élément 01.

ORGANISATION

. Organigramme



. Sommaire des effectifs

	1996-1997	1995-1996	Variation	
			#	%
Administrateurs d'État	1	2	(1)	50,0
Cadres supérieurs	12	12	-	-
Cadres intermédiaires	17	19	(2)	(10,5)
Professionnels	93	100	(7)	(7,0)
Techniciens	8	15	(7)	(46,7)
Personnel de bureau	57	52	5	9,6
Agents de la paix	312	326	(14)	(4,3)
Ouvriers	1	1	-	-
Effectif régulier autorisé	501	527	(26)	(4,9)
Effectif total autorisé	503	529	(26)	(4,9)

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME	Sécurité et prévention			
ÉLÉMENT	Affaires policières, sécurité protection et sécurité civile			
RESPONSABLE	M. Charles Côté, sous-ministre associé			
Supercatégorie et catégorie	Crédits 1996-1997	Crédits comparatifs 1995-1996	Augmentation (diminution)	
			k\$	%
1 - Rémunération	21 521,2	22 427,6	(906,4)	(4,0)
2 - Fonctionnement	7 331,8	8 974,0	(1 642,2)	(18,3)
3 - Capital	479,2	401,5	77,7	19,4
4 - Transfert	4 017,0	4 635,7	(618,7)	(13,3)
- Rémunération				
- Fonctionnement				
- Support				
- Capital				
- Intérêt				
5 - Provision pour créances douteuses				
6 - Prêts, placements et avances	7,5	7,5	-	-
TOTAL:	33 356,7	36 446,3	(3 089,6)	(8,5)
Effectif régulier autorisé	501	527	(26)	(4,9)
Effectif total autorisé	503	529	(26)	(4,9)

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES

. Explication des écarts par super-catégories

Rémunération : (906,4 k\$)

· Diminution de l'effectif résultant de la réorganisation du travail et de la prise de retraite par des constables spéciaux	(876,7)	
· Indexation salariale	366,5	
· Régularisation des prêts de service et regroupement des centres de documentation	(62,4)	
· Réaménagement entre catégories de dépenses et autres facteurs	<u>(333,8)</u>	
		(906,4)

Fonctionnement : (1 642,2 k\$)

· Mécanisation au palais de justice de Montréal et dans d'autres palais de justice en région	(503,8)	
· Réinvestissement - Lutte au crime organisé	228,0	
· Transfert de la responsabilité et du gardiennage de certains édifices à d'autres ministères	(868,1)	
· Modification de la tarification de la SIQ	31,8	
· Réaménagement entre éléments de programme visant notamment l'imputation des dépenses de loyer	(955,8)	
· Regroupement des centres de documentation	(44,3)	
· Réaménagement entre catégories de dépenses et autres facteurs	<u>470,0</u>	
		(1 642,2)

Capital : 77,7 k\$

· Réinvestissement - Sécurité au palais de justice de Montréal (mécanisation)	150,0	
· Nouvelle imputation des dépenses relatives aux projets de développement informatique	(11,5)	
· Réaménagement entre catégorie de dépenses	<u>(60,8)</u>	
		77,7

Transfert : (618,7 k\$)

· Réduction de l'enveloppe budgétaire affectée à l'assistance financière (crédits permanents)	(280,8)	
· Élimination des subventions accordées aux municipalités de Murdochville et de Lebel-sur-Quévillon pour leurs services policiers	(166,5)	
· Réaménagement entre catégories de dépenses	<u>(171,4)</u>	
		(618,7)

Total des variations budgétaires (3 089,6)

(en milliers de dollars)

Identification	Titre
Programme	Sécurité et prévention
Élément	Formation des policiers (IPQ)
Responsable	M ^{me} Louise Gagnon-Gaudreau, directrice générale

MANDAT

L'Institut de police du Québec (IPQ) a été créé en 1968 par la Loi de police (L.R.Q., chap. P-13) afin d'institutionnaliser la formation de tous les policiers du Québec.

À la suite de l'adoption de la Loi sur l'organisation policière (L.R.Q., chap. O-8.1), l'Institut de police du Québec est devenu une corporation mandataire du gouvernement du Québec le 1^{er} septembre 1990.

De même, ces modifications législatives sont venues confirmer le mandat de l'Institut, qui consiste à offrir des cours de formation et de perfectionnement en matière policière, en plus d'y ajouter celui d'effectuer des études et des recherches dans les domaines pouvant toucher le milieu policier. En outre, elles maintenaient l'obligation pour tout nouveau policier d'effectuer un stage de formation policière de base à l'Institut, exception faite des policiers ayant été formés dans une école de police canadienne reconnue et possédant une attestation d'équivalence de l'Institut de police du Québec.

Le financement de l'Institut est assuré, depuis septembre 1990, par ses revenus autonomes ainsi que par une subvention que lui verse annuellement le Ministre pour équilibrer son budget d'opération. Il est géré par un conseil d'administration composé de treize membres.

La mission de l'Institut s'articule autour de trois créneaux d'intervention, soit le programme de formation policière de base, le programme de formation policière spécialisée et continue et le Centre d'appréciation du personnel de la police (CAPP). Son personnel est constitué d'environ 120 personnes, dont la directrice générale qui est nommée par décret.

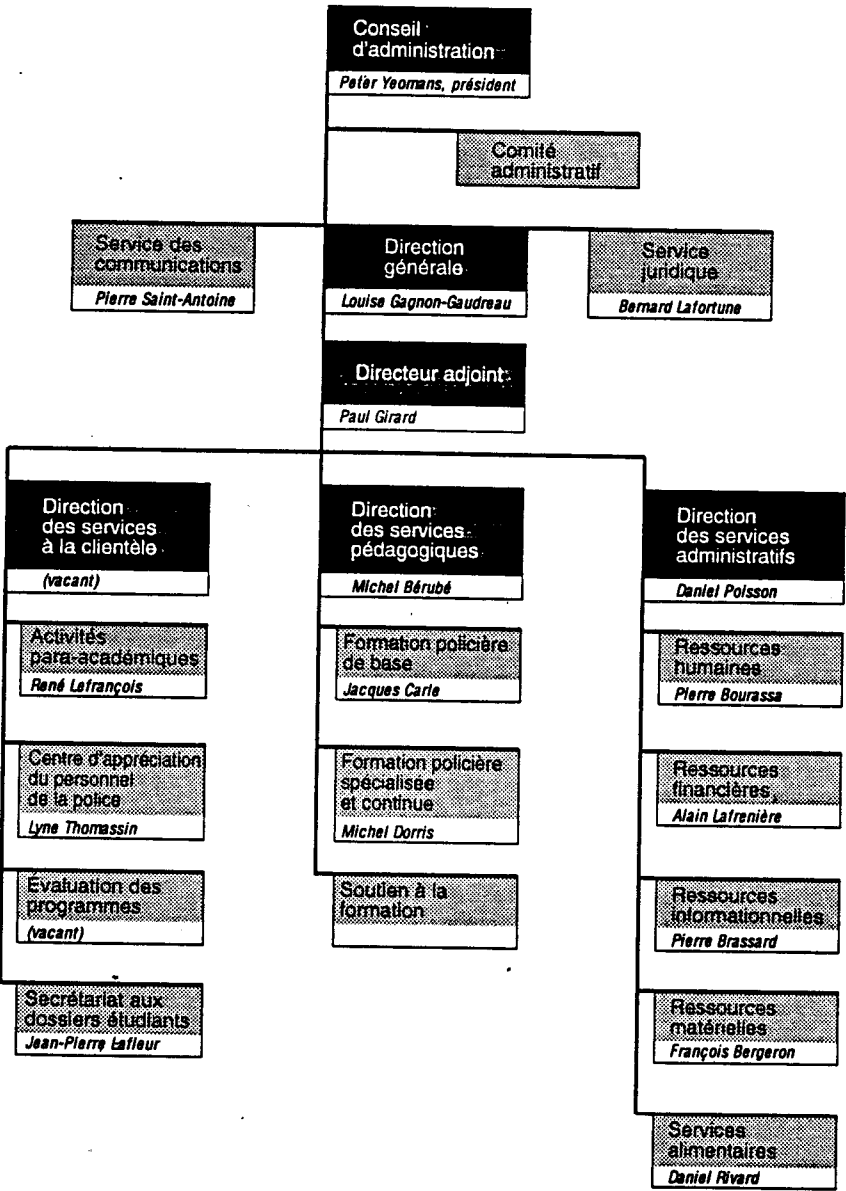
Il est à noter que le personnel policier instructeur provient de la Sûreté du Québec, du Service de police de la Communauté urbaine de Montréal et des différents corps de police municipaux du Québec. Les policiers instructeurs sont sélectionnés par l'Institut et détiennent un contrat de prêt de service consenti par leur employeur respectif.

De plus, des spécialistes civils soutiennent le travail des policiers instructeurs. Les pédagogues, psychologues, avocats, comédiens, experts en tir, en conduite, en techniques d'interventions physiques et en conditionnement physique, constituent un noyau d'expertise essentielle dans la prestation des services de l'Institut.

Le personnel administratif de tous les services vient compléter l'équipe en place et assure quotidiennement le bon fonctionnement des activités de l'Institut.

ORGANISATION

. Organigramme



Note : L'Institut de police du Québec, à titre de corporation autonome, ne possède pas d'effectif autorisé par le Conseil du trésor, contrairement aux autres organismes relevant du ministre.

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME	Sécurité et prévention			
ÉLÉMENT	Formation des policiers (IPQ)			
RESPONSABLE	M ^{me} Louise Gagnon-Gaudreau, directrice générale			
Supercatégorie et catégorie	Crédits 1996-1997	Crédits comparatifs 1995-1996	Augmentation (diminution) k\$ %	
1 - Rémunération				
2 - Fonctionnement				
3 - Capital				
4 - Transfert				
- Rémunération	4 810,6	4 793,5	17,1	0,4
- Fonctionnement	2 567,9	2 981,7	(413,8)	(13,9)
- Support				
- Capital	142,2	193,0	(50,8)	(26,3)
- Intérêt				
5 - Provision pour créances douteuses				
6 - Prêts, placements et avances				
TOTAL:	7 520,7	7 968,2	(447,5)	(5,6)
Effectif régulier autorisé	N/A	N/A		
Effectif total autorisé	N/A	N/A		

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES

. Explication des écarts par super-catégories

Transfert : (447,5 k\$)

Rémunération :

· Réduction des dépenses de traitement résultant d'une diminution de l'effectif	(53,0)	
· Indexation salariale	<u>70,1</u>	17,1

Fonctionnement :

· Modification de la tarification appliquée aux utilisateurs	(228,2)	
· Modification de la tarification de la SIQ	(236,4)	
· Réaménagement entre catégories de dépenses	<u>50,8</u>	(413,8)

Capital :

· Réaménagement entre catégories de dépenses	<u>(50,8)</u>
----------------------------------------------	---------------

Total des variations budgétaires	(447,5)
-----------------------------------------	----------------

(en milliers de dollars)

Identification	Titre
Programme	Sécurité et prévention
Élément	Commissaire à la déontologie policière
Responsable	M ^e Denis Racicot, commissaire

MANDAT

En vertu de la Loi sur l'organisation policière (L.R.Q., c. O-8.1), le mandat du Commissaire à la déontologie policière est de recevoir et d'examiner toute plainte, formulée par toute personne, relative à la conduite d'un policier ou d'un constable spécial dans l'exercice de ses fonctions et pouvant constituer un acte dérogatoire au Code de déontologie des policiers.

Pour s'acquitter de son mandat, le Commissaire assume les fonctions suivantes, sur la base des pouvoirs attribués par le législateur: examiner les plaintes, tenter de concilier les parties, enquêter sur la conduite d'un policier ou d'un constable spécial, rejeter s'il y a lieu la plainte après enquête, transmettre s'il y a lieu le dossier au Procureur général, citer le policier à comparaître devant le Comité de déontologie policière et enfin, le cas échéant, porter en appel les décisions du Comité.

En outre, dans l'exercice de son mandat, le Commissaire doit notamment:

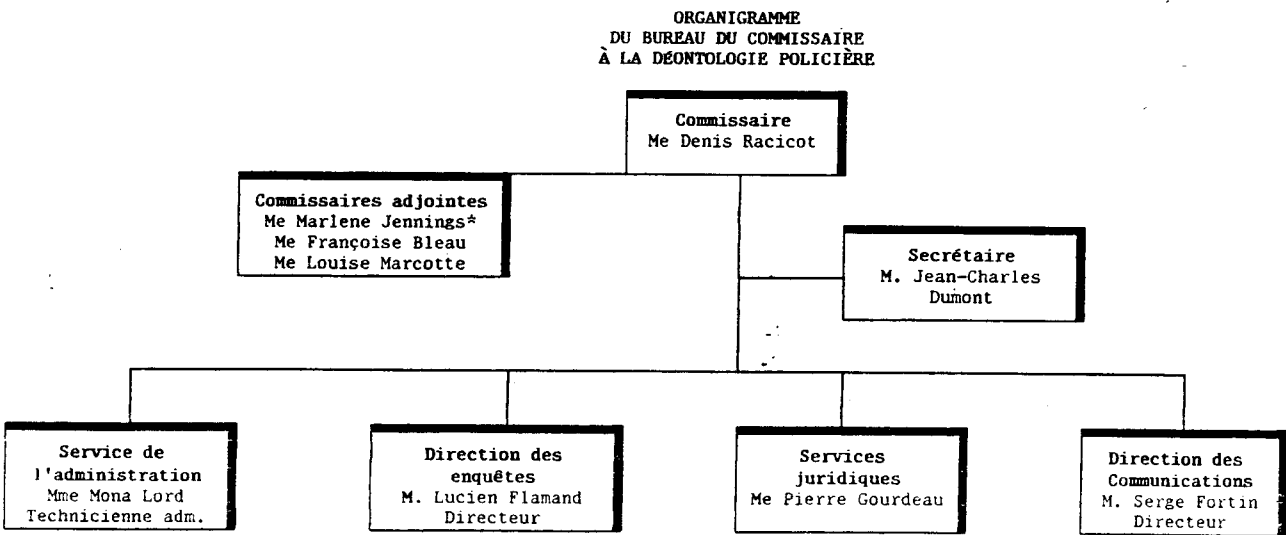
- veiller à l'application et au respect du Code de déontologie des policiers du Québec;
- attirer l'attention du ministre ou d'un directeur d'un corps de police sur les questions qu'il juge d'intérêt général en vue de remédier à des situations préjudiciables constatées dans l'exercice de ses fonctions ou prévenir leur répétition;
- aviser par écrit, en cours d'examen d'une plainte, le plaignant, le policier et le directeur concernés des décisions prises ou du progrès d'une enquête;
- informer tout plaignant de son droit de faire réviser par le Comité de déontologie policière une décision du Commissaire refusant d'enquêter sur sa plainte ou rejetant sa plainte après enquête;
- tenir une enquête lorsqu'elle est ordonnée par le Comité de déontologie policière à la suite d'une demande de révision d'un plaignant dont la plainte a fait l'objet d'un refus d'enquêter par le Commissaire;
- citer un policier à comparaître lorsque le Comité de déontologie policière accueille la demande de révision d'un plaignant dont la plainte, après enquête, a été rejetée;
- exercer les autres fonctions que lui confie le ministre, notamment, lorsqu'il lui demande de tenir une enquête sur la conduite d'un policier pouvant constituer un acte dérogatoire au Code de déontologie.

Enfin, le Commissaire peut :

- ordonner à un directeur d'un corps de police, désigné par décret du gouvernement, de tenir une enquête qu'il lui confie de même qu'un complément d'enquête;
- communiquer au policier dont la conduite a fait l'objet d'une plainte des observations de nature à améliorer sa conduite professionnelle et à prévenir la violation du Code de déontologie;
- recommander au directeur d'un corps de police de soumettre un policier à une évaluation médicale ou à un stage de perfectionnement dans une institution de formation policière. Il peut également souligner à ce directeur la bonne conduite du policier comme il peut lui soumettre toute recommandation qu'il juge utile à l'application du Code de déontologie.

ORGANISATION

. Organigramme



* En cas d'absence ou d'incapacité d'agir du Commissaire, il est remplacé par la commissaire adjointe désignée par le gouvernement, laquelle est Me Marlene Jennings. (Art. 44 de la Loi sur l'organisatino policière).

Mars 1996

. Sommaire des effectifs

	1996-1997	1995-1996	Variation	
			#	%
Commissaire	1	1	-	-
Membres	3	3	-	-
Cadres supérieurs	2	3	(1)	(33,3)
Professionnels	15	14	1	7,1
Techniciens	2	2	-	-
Personnel de bureau	11	11	-	-
Agents de la paix				
Ouvriers				
Effectif régulier autorisé	34	34	-	-
Effectif total autorisé	34	34	-	-

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME	Sécurité et prévention			
ÉLÉMENT	Commissaire à la déontologie policière			
RESPONSABLE	M ^e Denis Racicot, commissaire			
Supercatégorie et catégorie	Crédits 1996-1997	Crédits comparatifs 1995-1996	Augmentation (diminution)	
			k\$	%
1 - Rémunération	1 699,2	1 688,1	11,1	0,7
2 - Fonctionnement	598,8	730,6	(131,8)	(18,0)
3 - Capital				
4 - Transfert				
- Rémunération				
- Fonctionnement				
- Support				
- Capital				
- Intérêt				
5 - Provision pour créances douteuses				
6 - Prêts, placements et avances	1,0	1,0	-	-
TOTAL:	2 299,0	2 419,7	(120,7)	(5,0)
Effectif régulier autorisé	34	34	-	-
Effectif total autorisé	34	34	-	-

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES

. Explication des écarts par super-catégories

Rémunération : 11,1 k\$

· Réduction des dépenses de traitement résultant de la prise de retraite d'un enquêteur	(10,7)	
· Indexation salariale	<u>21,8</u>	
		11,1

Fonctionnement : (131,8 k\$)

· Diminution d'espaces - loyers SIQ	(139,1)	
· Modification de la tarification de la SIQ	<u>7,3</u>	
		(131,8)

Total des variations budgétaires		(120,7)
-----------------------------------------	--	----------------

(en milliers de dollars)

Identification	Titre
Programme	Sécurité et prévention
Élément	Comité de déontologie policière
Responsable	M ^e Claude Brazeau, président

MANDAT

Le Comité de déontologie policière est un organisme institué en vertu de la Loi sur l'organisation policière (L.R.Q., c. 0-8.1).

Le Comité a compétence exclusive pour disposer de toute citation portée par le Commissaire à la déontologie policière.

À titre de tribunal administratif spécialisé, le Comité comprend trois divisions :

- la Division de la Sûreté du Québec, qui prend connaissance et dispose d'une citation portée contre un membre de ce corps de police;
- la Division du Service de police de la Communauté urbaine de Montréal, qui prend connaissance et dispose d'une citation portée contre un membre de ce corps de police;
- la Division des corps de police municipaux, qui prend connaissance et dispose d'une citation portée contre un membre d'un corps de police municipal.

Lorsqu'un policier est cité à comparaître devant lui, le Comité tient une audience publique où sont représentés le Commissaire, qui agit à titre de plaignant, et le policier visé dans la citation.

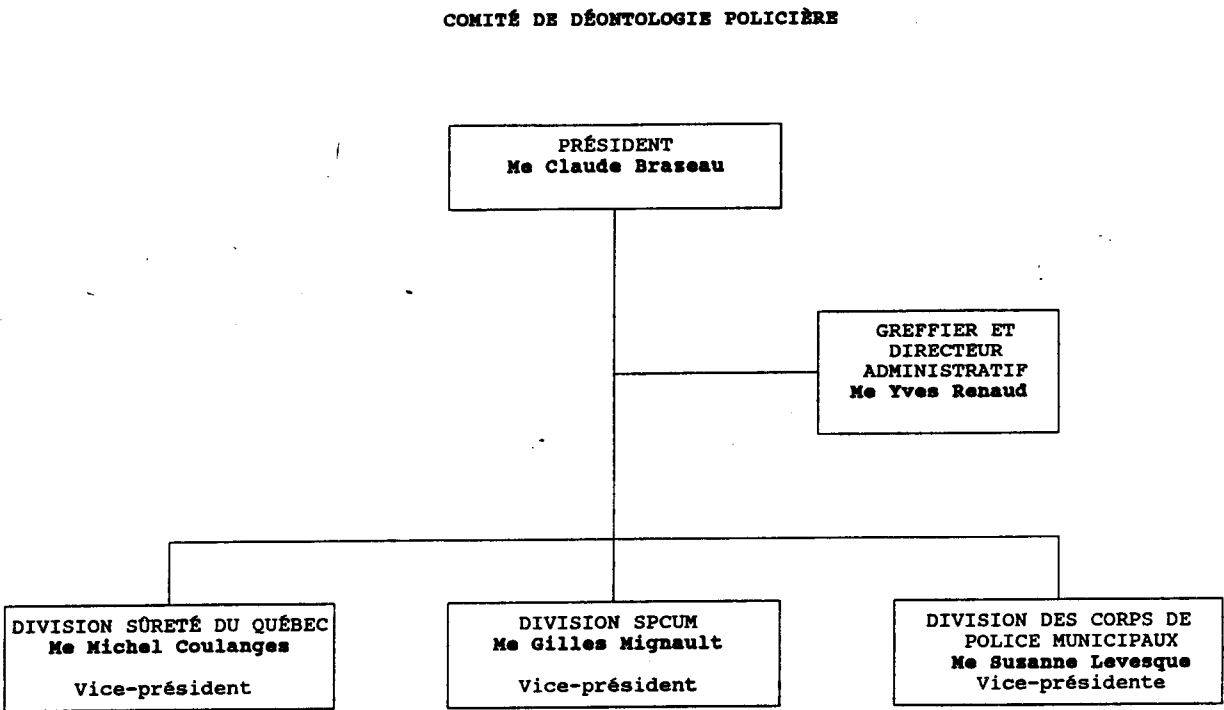
La citation fait suite à une plainte logée chez le Commissaire au sujet de la conduite d'un policier à l'endroit des citoyens. Ce dernier peut après examen rejeter la plainte, tenter une conciliation, transmettre le dossier au Procureur général ou encore le citer à comparaître devant le Comité de déontologie policière. La citation vise à faire décider par le Comité si la conduite du policier constitue un acte dérogatoire au Code de déontologie ce qui peut, le cas échéant, entraîner l'imposition d'une sanction.

Le Comité a aussi juridiction pour entendre les demandes de révision logées devant lui par des personnes insatisfaites de la décision du Commissaire à la déontologie policière lorsque celui-ci a rejeté la plainte d'un citoyen.

Enfin, le Comité traite les enquêtes publiques qui étaient en cours à la Commission de police avant le 1^{er} septembre 1990.

ORGANISATION

. Organigramme



. Sommaire des effectifs

	1996-1997	1995-1996	Variation	
			#	%
Président	1	1	-	-
Membres	11	11	-	-
Cadres supérieurs				
Professionnels	2	2	-	-
Techniciens	3	3	-	-
Personnel de bureau	10	10	-	-
Agents de la paix				
Ouvriers				
Effectif régulier autorisé	27	27	-	-
Effectif total autorisé	27	27	-	-

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME	Sécurité et prévention				
ÉLÉMENT	Comité de déontologie policière				
RESPONSABLE	M ^e Claude Brazeau, président				
Supercatégorie et catégorie		Crédits 1996-1997	Crédits comparatifs 1995-1996	Augmentation (diminution) k\$ %	
1 - Rémunération		1 539,8	1 487,9	51,9	3,5
2 - Fonctionnement		675,2	738,1	(62,9)	(8,5)
3 - Capital					
4 - Transfert					
- Rémunération					
- Fonctionnement					
- Support					
- Capital					
- Intérêt					
5 - Provision pour créances douteuses					
6 - Prêts, placements et avances		4,0	4,0	-	-
TOTAL:		2 219,0	2 230,0	(11,0)	(0,5)
Effectif régulier autorisé		27	27	-	-
Effectif total autorisé		27	27	-	-

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES

. Explication des écarts par super-catégories

Rémunération : 51,9 k\$

·	Indexation salariale	11,9	
·	Transfert d'un poste et des crédits afférents en provenance d'un autre organisme	37,8	
·	Réaménagement entre catégories de dépenses	<u>2,2</u>	
			51,9

Fonctionnement : (62,9 k\$)

·	Terminaison d'un loyer d'aménagement - SIQ	(71,0)	
·	Modification de la tarification de la SIQ	36,4	
·	Diverses mesures de rationalisation administrative et réaménagement entre catégories de dépenses	(28,3)	
			<u>(62,9)</u>

Total des variations budgétaires (11,0)

(en milliers de dollars)

Identification	Titre
Programme	Sécurité et prévention
Élément	Recherche des causes et des circonstances des décès
Responsable	Me Pierre Morin, Coroner en chef

MANDAT

En vertu de la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès (L.R.Q., c. R-0.2), le coroner est un officier public qui a compétence à l'égard de tout décès survenu au Québec, de même que sur tout mode de disposition, au Québec, du cadavre de toute personne décédée hors du Québec dans des circonstances obscures ou violentes, ou dont les causes médicales probables du décès sont inconnues.

Certains types de décès doivent lui être obligatoirement signalés:

- décès d'une personne dont l'identité est inconnue;
- décès survenu dans des circonstances obscures ou violentes;
- décès au sujet duquel un médecin ne peut établir la cause probable;
- décès survenu dans un des lieux suivants :
centre de détention et pénitencier, centre d'accueil de la classe des centres de réadaptation au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5), famille d'accueil, garderie, poste de police et établissement où des personnes sont admises en cure fermée;
- décès survenu à l'occasion d'un sinistre.

À l'égard de ces décès, le coroner doit établir au moyen d'une investigation et, le cas échéant, au moyen d'une enquête, l'identité de la personne décédée, la date et le lieu du décès, les causes probables du décès, à savoir les maladies, les états morbides, les traumatismes ou les intoxications qui ont causé le décès ou y ont abouti ou contribué ainsi que les circonstances du décès.

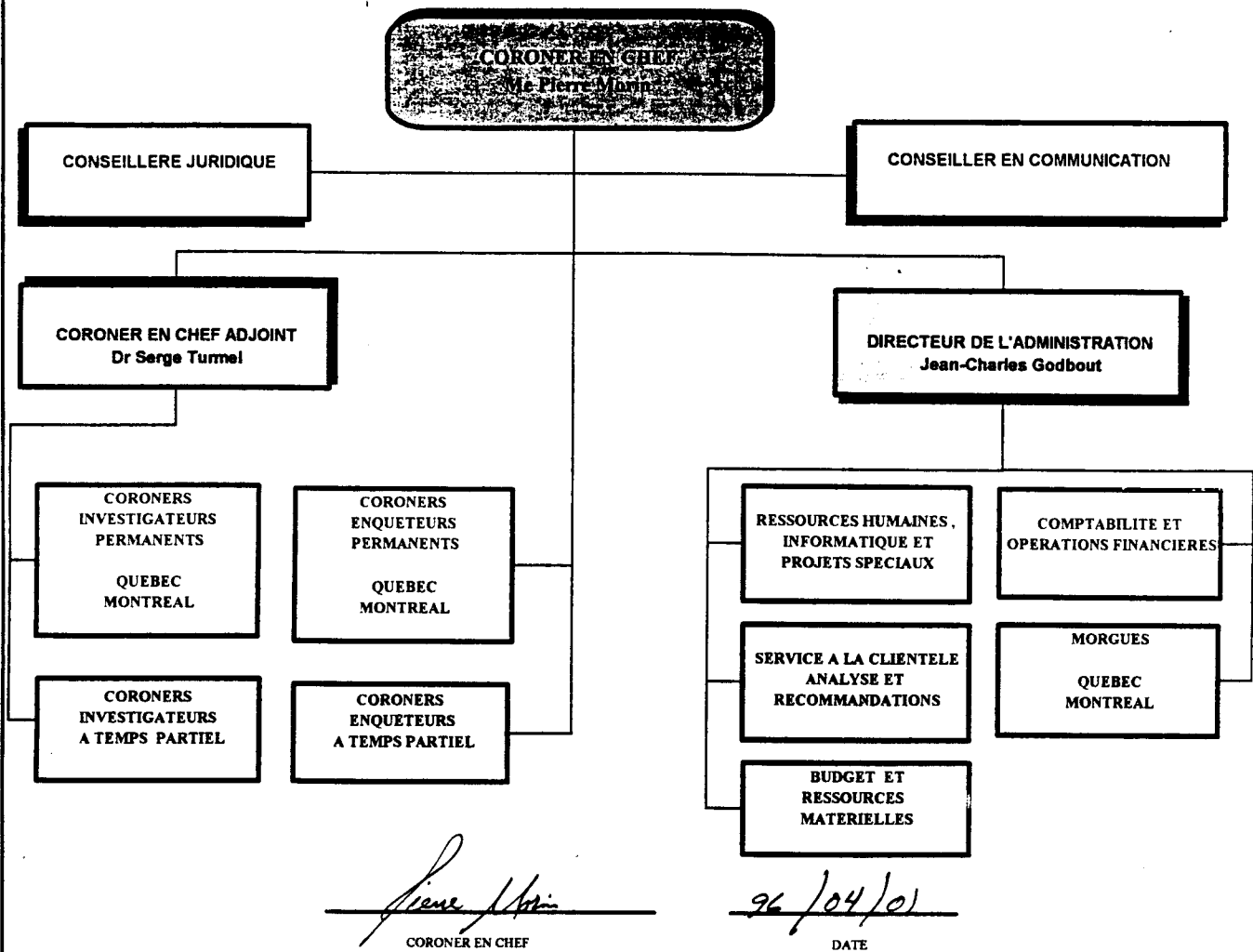
À l'occasion d'une investigation ou d'une enquête, le coroner peut aussi faire des recommandations visant une meilleure protection de la vie humaine.

Le coroner exerce son mandat en respectant les droits de toutes les personnes impliquées et fournit aux personnes intéressées et au public les informations qu'ils sont en droit d'exiger.

En somme, la mission du coroner est : «de rechercher les informations pertinentes à la suite des décès obscurs ou violents afin de satisfaire le besoin de savoir, de contribuer à l'étude et à la prévention de ces types de décès, de faciliter la reconnaissance et l'exercice des droits et des recours et d'informer le public».

ORGANISATION

. Organigramme



. Sommaire des effectifs

	1996-1997	1995-1996	Variation	
			#	%
Coroner en chef	1	1	-	-
Coroners	10	11	(1)	(9,1)
Cadres supérieurs	2	2	-	-
Professionnels	8	8	-	-
Techniciens	11	10	1	10,0
Personnel de bureau	15	17	(2)	(11,8)
Agents de la paix				
Ouvriers	8	9	(1)	(11,1)
Effectif régulier autorisé	55	58	(3)	(5,2)
Effectif total autorisé	56	59	(3)	(5,1)

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME		Sécurité et prévention			
ÉLÉMENT		Recherche des causes et des circonstances des décès			
RESPONSABLE		M ^e Pierre Morin, coronier en chef			
Supercatégorie et catégorie		Crédits 1996-1997	Crédits comparatifs 1995-1996	Augmentation (diminution) k\$ %	
1 - Rémunération		2 835,4	2 937,0	(101,6)	(3,5)
2 - Fonctionnement		2 449,0	2 717,3	(268,3)	(9,9)
3 - Capital		130,7	23,5	107,2	456,2
4 - Transfert					
- Rémunération					
- Fonctionnement					
- Support					
- Capital					
- Intérêt					
5 - Provision pour créances douteuses					
6 - Prêts, placements et avances		3,0	3,0	-	-
TOTAL:		5 418,1	5 680,8	(262,7)	(4,6)
Effectif régulier autorisé		55	58	(3)	(5,2)
Effectif total autorisé		56	59	(3)	(5,1)

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES

. Explication des écarts par super-catégories

Rémunération : (101,6 k\$)

· Réduction des dépenses de traitement résultant de la réorganisation du travail	(86,0)	
· Indexation salariale	31,4	
· Nouvelle imputation des dépenses relatives aux projets de développement informatique	(41,0)	
· Autres facteurs	(6,0)	
		(101,6)

Fonctionnement : (268,3 k\$)

· Modification de la tarification de la SIQ	(45,6)	
· Prise en charge par le réseau de la santé des cas de décès en centre hospitalier dont la cause est naturelle	(90,9)	
· Diminution générale des dépenses de fonctionnement	(57,1)	
· Nouvelle imputation des dépenses relatives aux projets de développement informatique	(66,2)	
· Autres facteurs	(8,5)	
		(268,3)

Capital : 107,2 k\$

· Nouvelle imputation des dépenses relatives aux projets de développement informatique	<u>107,2</u>
----------------------------------------------------------------------------------------	--------------

Total des variations budgétaires (262,7)

(en milliers de dollars)